

Edito

Comparatisme et décloisonnement des sciences sociales au service de la liberté scientifique

Sociétés Politiques Comparées a pour ambition de diffuser des travaux inscrits dans la tradition intellectuelle de la sociologie historique et comparée du politique. Créée en 2008 par le Fonds d'Analyse des Sociétés Politiques (FASOPO), elle entendait contribuer à une meilleure connaissance des sociétés politiques, et notamment de celles d'ailleurs, à un moment où l'attention pour la « gouvernance globale » était en train d'en aplanir les paradigmes interprétatifs autour de quelques variables d'ordre culturel et géopolitique. La revue a creusé ce sillon depuis ses débuts.

Quatre caractéristiques définissent *Sociétés Politiques Comparées* depuis sa naissance. D'abord, l'engagement à développer l'étude des phénomènes sociaux et politiques dans une perspective comparative inspirée de la sociologie historique du politique. Ensuite, la volonté de diffuser cette connaissance aussi bien au sein du milieu académique que dans la société civile, les institutions politiques ou les lieux de décision. *Sociétés Politiques Comparées* se veut en outre un espace de promotion du savoir affranchi des non-dits sur lesquels repose la répartition internationale du travail intellectuel, qui assigne des places distinctes aux savoirs concernant les sociétés dites du « Nord » ou du « Sud » et aux chercheurs selon qu'ils appartiennent à l'une ou l'autre de ces « aires ». C'est pourquoi nous accordons une attention particulière, d'une part, aux études sur les sociétés non européennes, notamment africaines, asiatiques et latino-américaines, qui refusent une analyse fondée exclusivement sur les canons des aires culturelles et, d'autre part, à la valorisation de ce que l'étude des sociétés dites du « Sud » peut apporter à la compréhension des sociétés européennes et aux sciences sociales en général. Enfin, *Sociétés Politiques Comparées* plaide pour une conception décloisonnée des sciences sociales et pour un comparatisme non de situations mais de questionnements et de problématiques. L'enjeu ultime d'une telle démarche est de démontrer l'utilité publique de la recherche fondamentale sur les sociétés politiques, à rebours des tendances qui évaluent l'utilité du savoir en fonction de sa capacité de satisfaire les exigences d'orientation de l'action publique.

En 2008, à l'époque de la création de *Sociétés Politiques Comparées*, la contractualisation de la recherche commençait à conférer aux publications scientifiques la valeur de véritables « produits », ou « livrables », destinés à clore des recherches. Fonder *Sociétés Politiques Comparées* en tant qu'espace de prépublication était pour nous une façon de revendiquer l'importance de l'écriture scientifique comme outil de formulation et de partage de questionnements (plutôt que comme modalité d'exposition de résultats). En 2015, face au processus de « normalisation » des formats d'articles et des revues en général, nous avons senti le besoin de transformer *Socié-*

tés Politiques Comparées en revue scientifique non-conformiste, pour continuer à prôner une recherche libérée de la contrainte du respect de critères extérieurs à la science tout en essayant de renouveler, au sein du champ scientifique, la place de la sociologie historique et comparée du politique qui nous inspire.

En 2025, il nous paraît fondamental de poursuivre dans cette voie alors que les attaques contre le raisonnement scientifique, la distance critique et le débat fondé sur la rigueur propre à notre métier se font de plus en plus nombreuses, au-delà même de ce que la caricature trumpiste nous offre ces jours-ci. La liberté scientifique n'est pas seulement mise en danger par les politiques conservatrices et réactionnaires en cours. Elle l'est également par toutes les interventions, qu'elles viennent des autorités publiques, des acteurs privés, de la société civile ou du milieu universitaire lui-même, qui remettent en cause la liberté de formuler des questionnements et de définir les sujets de recherche, la liberté de choisir des méthodes d'enquête, la liberté de mener des terrains, la liberté de définir des formats de rédaction et de dissémination. *Sociétés politiques comparées* s'est construite en voulant défendre tous ces niveaux de la liberté scientifique qui est plus que jamais vitale.

C'est dans ce contexte que, à partir du numéro 64|2025, *Sociétés politiques comparées* prend un nouvel élan. Sa philosophie reste la même, marquée par la valorisation première de l'exigence scientifique et de l'originalité, par l'ouverture aux « humanités » et par la volonté de s'émanciper des normes et des contraintes formelles que nombre de revues doivent affronter au nom de l'« excellence » néolibérale. Le passage à Firenze University Press (FUP) permet de poursuivre dans notre voie et de rester en accès ouvert tout en offrant une meilleure visibilité aux articles publiés grâce à leur indexation sur les moteurs de recherche scientifiques. Cette indexation, qui va concerner les nouveaux numéros mais aussi les archives de la revue en offrant une nouvelle vie aux articles publiés jusqu'en 2024, devrait permettre de nous ouvrir davantage aux jeunes auteurs. Leur reconnaissance par notre milieu professionnel exige un minimum de respect des dispositifs normatifs, sans rien céder sur le fond et sur la raison d'être de notre revue : la défense de la recherche comme acte de création et d'imagination scientifique, qui refuse l'assujettissement à tout genre d'autorité revendiquant le monopole de la construction de la connaissance. Nous remercions FUP d'avoir compris notre spécificité et de nous accompagner dans cette mutation à un moment crucial pour l'université et la recherche.